

Trita Parsi : la guerre avec l'Iran se termine aujourd'hui ? Menaces d'expulsion contre lui

Trita Parsi évoque les tentatives visant à le faire expulser pour avoir critiqué la guerre en Iran, et commente également les déclarations du Premier ministre du Pakistan affirmant qu'un accord de paix sera signé dans les prochaines 24 heures. Il est le cofondateur et vice-président exécutif du Quincy Institute for Responsible Statecraft. Suivez le Substack de Trita Parsi : <https://tritaparsi.substack.com/> Suivez le Prof. Glenn Diesen : Substack : <https://glennDiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glennDiesen> Soutenez les recherches du Prof. Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glennDiesen> Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du Prof. Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bienvenue à nouveau. Nous recevons aujourd'hui Trita Parsi, vice-président exécutif du Quincy Institute for Responsible Statecraft. C'est aussi un auteur primé, reconnu pendant six années par le magazine Washingtonian comme l'une des voix les plus influentes en matière de politique étrangère à Washington.

#Trita Parsi

Je n'ai pas encore mis à jour ma bio, mais ça fait six ans d'affilée.

#Glenn

Six années de suite. Bravo. Alors encore une fois, je conseille à tout le monde d'aller voir la page Substack, le lien est dans la description. Je voulais vraiment vous interroger aujourd'hui sur l'évolution de la guerre en Iran, parce qu'aujourd'hui, donc samedi treize juin, le Premier ministre pakistanais a déclaré qu'un accord de paix serait signé dans les vingt-quatre prochaines heures. Je ne sais pas si... enfin, j'espère qu'il se base sur quelque chose de concret, mais je suppose qu'il va forcément se passer quelque chose ce week-end. Mais d'abord, je dois vous demander : est-ce que l'administration Trump essaie actuellement de vous expulser personnellement pour avoir critiqué la position ou l'implication des États-Unis dans cette guerre ?

#Trita Parsi

Glenn, je suis ravi d'être à nouveau avec toi, et merci de me donner l'occasion d'en parler. Je n'irais pas jusqu'à dire que c'est l'administration Trump. Il y a certains éléments en son sein qui, selon moi

— même si je n'en ai pas la preuve complète — ont essayé de faire ça. Je veux dire, il y a quelques influenceurs pro-israéliens sur les réseaux sociaux qui, depuis des semaines, poussent dans ce sens. Ils ont même créé une vidéo avec de l'intelligence artificielle où on me voit expulsé. C'était la première fois que je voyais l'IA recréer mon image. Donc, j'avoue que ça m'a plutôt amusé. Mais malgré tout, il y a bien eu un effort, venu de l'extérieur, de la part de certains de ces groupes.

Et je pense qu'il y a certains éléments, au sein même du gouvernement, qui ont été sensibles à tout ça et qui ont peut-être essayé de le pousser. Mais cet article à charge, publié contre moi il y a deux ou trois nuits dans le Free Press, le média de Bari Weiss, semblait affirmer qu'il y avait une enquête en cours. Or, le département d'État a réagi en quelques heures à peine pour démentir l'existence d'une telle enquête, ce qui est très inhabituel. Ma propre théorie sur ce qui s'est passé — et elle repose en partie sur les conversations qu'on a eues —, c'est qu'il y a eu, à l'intérieur, certaines personnes qui ont pensé qu'en suscitant une pression extérieure, une pression supplémentaire, ça pourrait aider à faire avancer la machine administrative pour obtenir une véritable enquête, qui mènerait ensuite à une expulsion.

Mais le département d'État a déclaré que cela n'était pas en train de se produire. Je ne sais pas si ça changera à l'avenir. Je ne pense pas que ces gens abandonneront, même une seconde. Mais je crois qu'on peut dire que c'est une tendance de fond. Vous savez, depuis vingt-cinq ans, je me bats contre les néoconservateurs et les va-t-en-guerre à Washington. Ils ont toujours essayé de m'annuler, de me faire taire, de me discréditer, de me diffamer, de m'accuser d'être un agent iranien, et toutes sortes de mensonges de ce genre. Mais c'est la première fois que je vois qu'ils essaient, très ouvertement, de faire monter la pression vers une opération d'expulsion.

Je ne pense pas que cette fois-ci, ça leur ait vraiment réussi. Il y a eu un énorme soutien du public, totalement spontané. Au Quincy Institute, on essayait encore de comprendre où cette histoire allait, ce qui se passait, on passait des coups de fil. Mais ça s'est fait tout seul, et je dois dire que ça m'a plutôt réconforté, franchement. Et je pense que, pour être honnête, ça s'est retourné contre eux, parce qu'il y avait aussi, au sein de l'administration, des gens qui s'y opposaient. Donc c'est un peu plus compliqué que de dire simplement que l'administration Trump a essayé de le faire. Il y avait clairement certains éléments qui poussaient dans ce sens, mais d'autres n'étaient pas favorables.

#Glenn

C'est intéressant de voir à quel point le discours autour des guerres et des conflits a changé. Je veux dire... souvent, ça me manque, cette approche plus objective qu'avaient, par exemple, des gens comme Henry Kissinger. Quand il écrivait quelque chose, il se retirait complètement de l'analyse, il expliquait simplement la situation, il décrivait ce qui se passait. Mais aujourd'hui... on se contente d'étiquettes. On dit, par exemple, surtout avec la guerre contre l'Iran en ce moment, que si on est pro-israélien, alors on soutient la guerre. Et si on critique l'attaque contre l'Iran, alors on est forcément pro-iranien. Mais, franchement, ça n'a pas beaucoup de sens.

Je veux dire, au fond, peu importe ce que tu penses, que tu sois pour ou contre, ou ce que tu penses de l'Iran. Que tu aimes l'Iran ou que tu le détestes, il faut une analyse honnête de la guerre. Parce que, franchement, cette guerre a été un désastre pour les intérêts stratégiques militaires des États-Unis. Alors, cette idée que si tu soutiens les États-Unis, tu dois forcément être pour la guerre... ça n'a pas vraiment de sens quand on regarde sérieusement comment cette guerre risquait de se dérouler. Et la conclusion, c'est que oui, ce serait catastrophique. Mais est-ce que toi aussi, t'as l'impression que le niveau du débat, la qualité, a vraiment chuté ? Ouais.

#Trita Parsi

Eh bien, j'irais même un peu plus loin. La situation s'est vraiment dégradée, et pas seulement aux États-Unis. C'est, je crois, l'une des grandes différences. J'étais ici en deux mille trois, et c'était très clair. À l'époque, l'administration Bush, avec Karl Rove, disait en gros que si vous étiez contre la guerre, vous n'étiez pas patriote. Donc, c'était déjà à ce niveau-là, peut-être pas aussi bas que ce que c'est devenu aujourd'hui. Mais en Europe, on n'avait pas ça. On pouvait encore avoir une discussion rationnelle sur les causes de la guerre, sur le contexte, sur la volonté de comprendre les motivations et les calculs de Saddam Hussein. Comprendre, ce n'est pas approuver. Expliquer, ce n'est pas défendre.

C'est simplement pour essayer de mieux comprendre, afin que vous puissiez vous-même évaluer quelles sont vos meilleures options, et ajuster la meilleure façon d'avancer, en ayant une vision réaliste de la situation telle qu'elle est vraiment. J'ai constaté que, du côté européen, surtout après deux mille vingt-deux, les choses se sont complètement détériorées avec l'invasion russe de l'Ukraine. Et pas seulement sur la question de l'Ukraine et de la Russie, mais sur presque tous les autres grands conflits. Je le vois aussi sur Gaza, et je l'ai clairement vu du côté iranien. Là encore, l'information ne sert plus à expliquer. Ce n'est plus une question de faits. C'est devenu, en gros, du slogan pour son propre camp. Et une partie de la raison pour laquelle des personnes comme moi, comme vous, ou comme beaucoup d'invités de votre émission, finissent par poser problème, c'est que, si on veut mener une guerre de choix, il faut éliminer toute nuance. Il faut effacer tout contexte.

Il suffit de tout réduire au noir et blanc, au bien contre le mal, sans que personne ne pose de questions. Et ceux qui en posent, ceux qui essaient d'expliquer le contexte, ou de dire comment l'autre camp perçoit sa propre situation, deviennent des obstacles à ces guerres de choix. Du coup, il faut s'en prendre à eux. Il faut les écarter, les faire taire, les discréditer, les accuser d'être proches de l'Ayatollah, de Poutine ou de Saddam, simplement parce qu'ils essaient d'expliquer : voilà, c'est comme ça qu'ils voient les choses. Et encore une fois, on a déjà vu ça aux États-Unis. Le pays est si souvent en guerre que ce n'est pas surprenant qu'une telle atmosphère fasse chuter le niveau du débat. Mais aujourd'hui, je le vois en Europe, et d'une manière franchement inquiétante, même sur des conflits dans lesquels elle n'est pas directement impliquée.

#Glenn

Je dis souvent que le moralisme peut être profondément immoral. Parce qu'on me demande toujours : est-ce que vous condamnez le Hamas pour ce qu'ils ont fait ce jour-là ? Oui, bien sûr. Ou est-ce que vous condamnez la Russie pour l'invasion ? Et tous ces débats, ils tournent toujours autour de la condamnation de quelqu'un, de ce moralisme-là. Mais encore une fois, qu'est-ce qui le rend moral ? Si on est obligé d'utiliser un langage où un camp est entièrement bon et l'autre totalement mauvais, alors il devient impossible de discuter réellement des préoccupations de sécurité de ses adversaires. Ça empêche de trouver des compromis et la paix. Et dans ce cas, le moralisme peut devenir profondément immoral, parce qu'on perd la capacité de défendre ses propres intérêts en matière de sécurité.

Oui, vous avez mentionné la guerre en Ukraine. J'ai remarqué la même chose. Quand j'ai critiqué le renversement de Ianoukovitch en deux mille quatorze, on m'a dit : ah, ça, c'est un argument pro-russe. Et quand on parle de l'échec à appliquer les accords de Minsk, eh bien, si on critique ça, c'est aussi pro-russe. Ou encore, si on est contre l'envoi d'armes, ou qu'on préfère la diplomatie, alors tout ça devient pro-russe et anti-ukrainien. Et c'est là que le débat s'arrête. Mais personne n'explique vraiment en quoi tout cela a profité à l'Ukraine ou à l'OTAN. Imaginez qu'on puisse revenir en deux mille quatorze, et ne pas renverser Ianoukovitch.

Les Ukrainiens auraient tout leur territoire, y compris la Crimée. Les hommes plus âgés seraient encore en vie, ou n'auraient pas fui le pays. Les infrastructures seraient intactes. Il pourrait y avoir un formidable pont entre l'Est et l'Ouest, une sorte de zone tampon. Vous voyez, en quoi tout ça a-t-il été bon pour nous ? Aujourd'hui, l'OTAN est en train de se désagréger. Mais on ne part jamais de cette question-là : qu'est-ce qui est bon pour nous ? Et ensuite, on discute des différentes approches. On revient toujours à ces étiquettes : pro-ci, anti-ça, pro-Iranien, pro-Russe... Ce ne sont que des concepts, que personne n'aime vraiment, et qu'on remplit avec n'importe quel contenu. C'est de la manipulation.

#Trita Parsi

Et au final, c'est terriblement, terriblement contre-productif. Regardez simplement comment l'Europe s'en sort en ce moment. Regardez comment les États-Unis s'en sortent. J'ai eu des discussions avec l'administration avant la guerre. J'ai plaidé avec acharnement qu'ils se trompaient complètement sur l'Iran. Ils pensent que l'Iran est bien plus faible qu'il ne l'est vraiment. Et en plus de ça, ils croient que les Iraniens craignent davantage la guerre que la reddition. Du coup, l'approche de Trump, c'était de masser toujours plus de forces militaires dans la région, en pensant qu'à la fin, les Iraniens finiraient par céder. Et donc, qu'il n'aurait jamais besoin de mettre sa menace d'attaque à exécution. J'essayais de leur faire comprendre qu'ils ne saisissaient pas la réalité.

Ils ne se rendront jamais. Ils craignent la reddition bien plus qu'ils ne craignent la guerre. Ils pensent pouvoir survivre à une guerre, peut-être même en sortir avec une meilleure image, mais ils ne survivront jamais à une reddition. Et à cause de ça, tout le fondement de votre approche est erroné. Et je pense que les faits l'ont confirmé : les Iraniens n'ont pas bronché. En réalité, ils ont semblé

considérer qu'un certain niveau de confrontation était nécessaire pour corriger la perception de Trump sur la prétendue faiblesse de l'Iran — une perception fautive —, avant d'aller à la table des négociations dans une position où Trump aurait compris qu'ils ne sont pas aussi faibles qu'il le pensait. En fait, ils sont plutôt forts.

Et donc, il va devoir accepter un compromis, plutôt que de voir l'Iran se contenter d'accepter les conditions de reddition imposées par l'Amérique. Et c'est exactement là où nous en sommes aujourd'hui. S'il y a un protocole d'accord, qu'il soit plus avantageux pour l'Iran ou pour les États-Unis, il y aura forcément un long débat à ce sujet. Mais on ne parle plus, d'aucune manière, des conditions de reddition que Trump avait en tête le vingt-huit février. Tout ça, c'est fini. Et c'est à cause de cette erreur d'évaluation. C'est à cause de cette mauvaise perception. Et aussi parce qu'au fond, depuis des décennies, le débat sur l'Iran n'a jamais vraiment été autorisé à être nuancé.

L'Iran, c'est un peu comme le cas d'Israël et de la Palestine. Ça dure depuis tellement longtemps, et c'est un sujet profondément ancré aux États-Unis, depuis la crise des otages. Il a toujours été extrêmement difficile d'avoir une discussion nuancée sur l'Iran aux États-Unis, bien plus qu'en Europe. Mais au final, ça s'est clairement retourné contre les États-Unis eux-mêmes. Parce que quand on agit avec des informations incomplètes, ou en se berçant d'illusions, on finit par prendre de mauvaises décisions politiques. Et ces mauvaises décisions, au bout du compte, coûtent bien plus cher que ce que l'autre camp aurait pu infliger.

#Glenn

Oui, c'est écrit chez Machiavel. En gros, les hommes voient le monde comme ils voudraient qu'il soit... et puis ils meurent, ou ils sont détruits. Non, mais vraiment, ils voient le monde comme ils voudraient qu'il soit. Et je pense que c'est un vrai problème en Europe. Tout, ici, est très normatif. Chaque argument est normatif. Si vous dites que les Russes sont en train de gagner, eh bien, on vous accuse de soutenir les Russes. Parce que si vous dites qu'ils gagnent, vous risquez de réduire le soutien public au financement de la guerre. Donc, au final, rien ne reflète la réalité. Tout est normatif.

#Trita Parsi

Puis-je ajouter quelque chose à ça ? Si vous aviez vraiment une guerre perçue comme profondément justifiée par la population, vous n'auriez pas besoin de faire tout ça. C'est justement quand il s'agit d'une guerre de choix, ou, dans le cas de l'Ukraine, d'une situation où on choisit de ne pas vraiment négocier, parce que c'est comme ça qu'on l'a vue dès le départ. Il y a eu ce refus de la négociation, cette idée qu'on peut faire reculer les Russes de dix, quinze, vingt ans, et que ça offrirait à l'Europe une nouvelle génération de paix. Comme me l'a dit un responsable européen, en défendant très fermement cette position, c'est une occasion de faire reculer la Russie, et donc la diplomatie n'est pas nécessaire. Et quand on en arrive à ce genre de situation, c'est justement là qu'on ressent le besoin de verrouiller le débat.

Parce que s'il y avait un vrai soutien populaire — par exemple, si les États-Unis avaient été envahis par un autre pays — je ne pense pas qu'il y aurait besoin de restreindre le débat. Il y aurait un véritable élan pour repousser les envahisseurs et soutenir ce qui serait une guerre défensive. Ce genre de réaction n'apparaît que lorsqu'on s'engage, d'une manière ou d'une autre, dans une guerre de choix. Et c'est aussi pour ça qu'il y a si peu de confiance en soi, du côté des gouvernements, pour simplement avoir une discussion raisonnable sur le sujet. S'ils avaient le soutien profond de la population — ce qu'ils auraient dans le cas d'une guerre purement défensive — alors ils n'auraient aucune raison de manquer à ce point de confiance.

#Glenn

D'accord. Eh bien, avant l'attaque contre l'Iran en février, je faisais remarquer que l'Iran est un pays assez puissant. Mais ça a été perçu comme un argument pro-iranien. J'ai dit qu'ils bénéficient d'un soutien important au sein de leur propre population, c'est-à-dire du côté du gouvernement. Là encore, on a considéré que c'était une prise de position en leur faveur. J'ai aussi souligné que, pour l'Iran, c'est une menace existentielle. Cet argument a été écarté, parce qu'on disait : « Non, non, on veut juste aider les manifestants. » Mais, vous savez, si on accepte ce que moi je considère comme des réalités, on peut prévoir comment les Iraniens vont réagir. Autrement dit, si c'est une menace existentielle, ils sont prêts à encaisser beaucoup de souffrances, et ils seront capables de se battre.

Et encore une fois, ils sont vraiment puissants. Et vous savez, quand on tue un dirigeant, ce n'est pas comme si la population allait aussitôt descendre dans la rue pour renverser le gouvernement. Tout ça était très bancal. Oui. Et puis, s'ils avaient reconnu que c'était une menace existentielle pour l'Iran, on aurait pu prévoir qu'ils grimperaient les échelons de l'escalade. Contrairement à ce qui s'est passé en juin, ils l'auraient fait dès février — c'est-à-dire fermer le détroit d'Ormuz, frapper toutes les bases américaines de la région. Tout cela aurait pu être anticipé si, vous voyez, la réalité n'était pas considérée comme une trahison. Oui, exactement.

#Trita Parsi

J'ai participé à plusieurs réunions, avec des gens du gouvernement et aussi en dehors, avant tout ça. On y parlait de ce que les Iraniens pourraient faire, des options possibles, des pistes qu'on aurait pu suivre. Et je dois dire que, selon moi, il y avait bien des personnes, au sein des services de renseignement, qui essayaient de transmettre les bonnes informations au président. Mais lui, il les a écartées, et il a choisi d'écouter les Israéliens. Ce que je peux vous dire, en tout cas d'après ce que j'ai vu, c'est qu'il y avait beaucoup de gens, au sein du gouvernement américain, qui rejetaient complètement l'idée que les Iraniens puissent fermer le détroit d'Ormuz ou qu'ils puissent attaquer les autres pays du CCG.

Et j'ai vraiment dû insister là-dessus : oui, c'est vrai, toutes ces options existent. Ils ne les ont jamais utilisées auparavant. Et par le passé, leurs attaques et leurs réponses restaient très mesurées, parce

qu'ils cherchaient à désamorcer les tensions. Mais cette fois, ils verront ça comme une escalade. Donc il faut prendre très au sérieux la possibilité qu'ils passent à l'action. Et pourtant, cette idée a été écartée, ou accueillie avec beaucoup de scepticisme. Je pense qu'il ne faut pas sous-estimer à quel point l'effet de groupe, cette espèce de pensée unique, peut s'installer très vite quand on n'autorise pas seulement une ou deux voix critiques, mais un vrai nombre de voix divergentes à participer aux discussions. Voilà.

#Glenn

Non, je ne pourrais pas être plus d'accord. Et à ce sujet, je me souviens que, dans les semaines et les mois qui ont précédé l'attaque, j'avais souvent un invité régulier dans ce podcast, le professeur Marandi. Vous savez, il vient de Téhéran, et il a une bonne idée de ce que pense le gouvernement. Et il disait simplement, comme une évidence : bien sûr, dans le passé, on ne voulait pas d'escalade, parce que ça risquait d'impliquer les Américains. Mais si les Américains décident d'intervenir, s'ils attaquent, alors leur objectif sera le changement de régime.

Et il n'y a pas de gouvernement derrière pour prendre le relais. Ça veut dire qu'on va devenir une nouvelle Syrie, une nouvelle Libye. Ce sera la destruction d'un pouvoir central essentiel, que les États-Unis auraient considéré comme un obstacle. Donc, évidemment, dès le premier jour, il faudra fermer le détroit d'Ormuz, attaquer toutes les bases. En fait, quand on déroule toute la logique, ça se tient complètement. Mais malgré tout, j'ai entendu Trump faire un discours — personne n'aurait pu prévoir ça, vous voyez, pourquoi ils prendraient les bases ? C'est vraiment, enfin... assez incroyable.

#Trita Parsi

Et c'est un peu comme pour la guerre en Irak, vous voyez. Qui savait qu'il y avait des sunnites et des chiites en Irak ? Qui savait qu'il y aurait une insurrection ? Franchement, c'est stupéfiant de voir à quel point des erreurs de calcul aussi énormes peuvent se produire dans des gouvernements et des bureaucraties pourtant très sophistiqués. Alors, pas forcément aux États-Unis aujourd'hui, mais du moins sous l'administration Bush, beaucoup de processus politiques restaient encore très, très fonctionnels. Mais c'est incroyable de voir à quelle vitesse tout ça peut se dégrader, devenir beaucoup moins élaboré, si on n'autorise pas la diversité des preuves et des points de vue à faire partie du processus.

#Glenn

Oui. Eh bien, à chaque fois qu'on entre en guerre, il y a toujours cette discussion sur la moralité de la chose. C'est souvent comme ça qu'on essaie de faire taire les gens. D'une manière ou d'une autre, ce sont toujours ceux qui soutiennent la guerre qui prétendent avoir l'argument moral. Vous savez, on entend toujours : « Et les filles en Iran ? On veut les libérer. » Ou encore : « Et les filles qui vont à l'école en Afghanistan ? » Ce sont toujours ces arguments moraux. Et d'abord, je pense qu'ils sont très

trompeurs. Mais même si tout cela était sincère, il faut aussi regarder la stratégie. Comment pensez-vous atteindre les objectifs que vous vous êtes fixés ?

Parce que si on regarde notre bilan sur les trente dernières années, franchement, il n'est pas brillant. Vingt ans en Afghanistan pour remplacer les talibans par les talibans... Tout cet argent et toutes ces vies perdues en Irak, pour au final en faire presque un allié de l'Iran. L'attaque contre la Libye, qui a en fait ramené l'esclavage. Et celle contre la Syrie, qui nous a maintenant rendus alliés de Daech à travers Jolani. Franchement, c'est pas un bon bilan. C'est juste... Oui, j'aimerais qu'on ait des débats plus solides, plus profonds, sur la stratégie. Qu'est-ce qu'on veut vraiment atteindre, et comment on peut y arriver ? Et on ne semble pas le faire.

#Trita Parsi

Et d'ailleurs, votre remarque sur l'aspect immoral du moralisme est vraiment pertinente. En ce qui concerne la raison, j'ai toujours été plus attiré par le réalisme, justement parce qu'il enlève cette dimension-là. Il part du principe que tous les acteurs, au fond, poursuivent une certaine idée de leur propre intérêt. Et en essayant de comprendre comment ils définissent cet intérêt, on a une meilleure chance de prévoir leurs prochaines actions. Et si on y parvient, on a aussi une meilleure façon de gérer la relation avec eux... voire de les battre, si c'est nécessaire.

Mais il faut comprendre comment eux voient le monde pour pouvoir agir en conséquence. Le moralisme, en fait, rend tout ça encore plus difficile, parce qu'il vous éloigne de leur véritable vision des choses. Vous partez du principe qu'il existe une sorte de vérité morale unique qui guide leurs décisions, alors qu'en réalité, ce sont les choix de décideurs, fondés peut-être sur des failles, mais surtout sur leur propre calcul d'intérêt. Et si vous arrivez à comprendre ça, vous pouvez les prévoir. Le moralisme, lui, ne vous donne quasiment aucune capacité de prédiction.

#Glenn

C'est aussi ça, la grande politique de puissance, où les États cherchent, tu vois, à vendre la guerre comme si c'était la paix. Ce n'est pas un phénomène nouveau, c'est le cœur même de la propagande politique. Par exemple, pour la guerre en Afghanistan, on a appris grâce à WikiLeaks — ils ont publié des documents de la CIA — que les Européens commençaient à perdre un peu de soutien pour l'occupation de l'Afghanistan. Alors, ils en ont conclu que les Européens tenaient beaucoup aux droits des femmes. Et donc, ils ont décidé de présenter la guerre comme une mission pour aider les petites filles à aller à l'école, pendant vingt ans. Franchement, c'est assez absurde de penser que c'est pour ça que les grandes puissances font la guerre. Ce n'est pas une question d'Amérique, c'est bien plus large que ça.

C'est n'importe quel pays, en fait. C'est un peu... un peu puéril. Franchement, c'est absurde de voir les États-Unis se transformer soudainement en Amnesty International avec des armes nucléaires. Mais après ça, on a vu des articles paraître — je crois que c'était dans The Guardian. Le secrétaire

général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, et Angelina Jolie ont même coécrit un article ensemble... un peu d'OTAN, un peu d'Hollywood... pour expliquer pourquoi l'OTAN serait désormais le principal défenseur des droits des femmes. Oui, c'est incroyable. Et les gens, ils adorent ça. Et si vous vous opposez aux guerres, eh bien, on vous dit que vous ne vous souciez pas des petites filles. C'est là que le moralisme entre en jeu. Et on se trompe nous-mêmes, parce qu'on n'arrive plus à parler des vraies motivations d'une guerre. On ne peut plus discuter de ses aspects stratégiques. C'est...

#Trita Parsi

Si je peux me permettre une petite digression, c'est en lien avec les attaques que je subis de la part des néoconservateurs. Je crois d'ailleurs que j'en ai parlé dans l'article que j'ai publié sur Substack ce matin. Quand on a lancé le Conseil national irano-américain, il y a environ vingt-cinq ans, à la base, ce n'était même pas censé être une organisation politique. Notre but, c'était simplement d'aider la communauté irano-américaine à devenir un peu plus avertie, à mieux comprendre et à participer à la démocratie américaine. Et on a fait ça parce que la première communauté qui a été prise pour cible après le onze septembre, c'était justement la communauté irano-américaine.

La loi sur le renforcement de la sécurité aux frontières a été adoptée juste après le 11 septembre, et elle a restreint l'octroi de visas aux Iraniens. Elle n'a rien fait concernant les Saoudiens, les Égyptiens ou d'autres qui, eux, avaient réellement participé aux attentats du 11 septembre. C'était une preuve très claire que, quand on n'a pas de représentation politique, on finit toujours par être désavantagé, même si, dans ce cas, les Iraniens ou le gouvernement iranien n'avaient strictement rien à voir avec tout ça. Mais avec le temps, comme la discussion à Washington allait de plus en plus dans le sens de "faut-il attaquer l'Iran ou non", nous avons subi la pression de nos propres membres pour prendre position sur ces questions. Et, finalement, nous l'avons fait.

Et on s'est rendu compte qu'on était une toute petite organisation, une communauté assez réduite. Mais on s'est dit qu'il y avait au moins une chose qu'on pouvait faire : s'assurer que, contrairement à la guerre en Irak, où les néoconservateurs faisaient défiler leurs Irako-Américains favoris à la télévision, partout, en les suppliant de bombarder leur pays d'origine, au minimum, on pouvait faire en sorte que, s'il y avait une guerre, le public américain sache que ce n'était pas à cause de la communauté irano-américaine. Que notre position soit claire sur ce point. On ne pouvait peut-être pas empêcher la guerre, mais on pouvait au moins empêcher exactement l'argument dont vous parliez : que ce serait une sorte de geste moral envers le peuple iranien. En montrant que les Irano-Américains s'opposaient à la guerre, on retirait cet argument aux néoconservateurs. Et c'est en partie pour ça que les néoconservateurs se sont attaqués à nous, à cause de beaucoup d'initiatives qu'on menait pour contrer leur influence. Et je dois dire que, pendant une vingtaine d'années, on a été très efficaces.

Il était très clair que la communauté irano-américaine, dans sa grande majorité, privilégiait la diplomatie. Une écrasante majorité soutenait le JCPOA, s'opposait fermement au gouvernement iranien et à sa répression, mais voulait malgré tout suivre une voie pacifique entre les États-Unis et l'

Iran, lever les sanctions, et ainsi de suite. Mais ce n'est que l'année dernière que les néoconservateurs ont réussi à faire quelque chose qui, franchement, m'a surpris. Au fil du temps, ils avaient travaillé dur, tissé des alliances avec certains Iraniens monarchistes, et réussi à les amener à devenir extrêmement pro-israéliens, puis finalement favorables à la guerre. Et d'une certaine manière, du moins dans les premières phases, ces groupes sont devenus le visage même de cette guerre, certains d'entre eux dansant et chantant dans les rues pour célébrer son déclenchement.

C'était un point essentiel que nous avons, franchement, réussi à empêcher pendant vingt ans. Et il faut encore mener beaucoup d'études pour comprendre exactement comment la situation s'est inversée. J'ai quelques théories, j'ai écrit plusieurs articles à ce sujet, mais il reste encore beaucoup à faire pour vraiment comprendre, parce que c'est un changement psychologique remarquable — pas chez une majorité, ils n'ont jamais été majoritaires, mais chez une minorité très significative qui a basculé de ce côté-là. Une grande partie de cela tient, bien sûr, au fait que la répression en Iran est devenue de plus en plus dure. Mais cela tient aussi au fait que ces éléments cherchaient à éliminer toutes les autres voix, toutes les autres voies possibles. La réforme, c'était une erreur. Lever les sanctions, c'était une erreur. Le dialogue, c'était une erreur. En gros, ils disaient que tout cela avait échoué.

La seule chose qui restait, c'était la guerre et l'intervention militaire étrangère. Ce qui voulait dire qu'ils ont dû faire exactement ce qu'on appelle aujourd'hui la "cancel culture", comme on en parlait tout à l'heure. Ils ont dû discréditer tous ceux qui étaient favorables à la diplomatie, à la levée des sanctions, et opposés à la guerre, pour pouvoir créer un climat, un paysage politique, où ils apparaissaient comme la seule option possible. C'est comme ça qu'ils vendent la guerre. Tout le reste a échoué, donc la guerre devient la seule solution. Mais bien sûr, cette guerre s'est révélée désastreuse. Je ne les vois plus chanter et danser dans les rues comme avant. Et au fond, je dois dire que c'est un échec pour l'ensemble de la communauté irano-américaine, qu'une minorité ait pu être recrutée et poussée dans cette direction, jusqu'à devenir, à mes yeux, une base très répugnante de cette guerre, en chantant et en dansant dans les rues pendant que leurs propres compatriotes étaient bombardés.

#Glenn

Eh bien, dans une certaine mesure, on voit ça aussi dans la guerre en Ukraine. Je veux dire, tous les sondages, comme ceux de Gallup et d'autres, montrent qu'une écrasante majorité d'Ukrainiens veulent des négociations immédiates. Ils ne veulent pas encore quatre ans de boycott diplomatique. Et pourtant, vous ne verrez jamais un seul membre de cette majorité d'Ukrainiens à la télévision. Jamais. On n'y voit que ceux qui répètent que les armes sont le chemin vers la paix, et que la diplomatie, c'est de la complaisance. Donc, vous ne les verrez jamais à la télé, parce qu'il y a un objectif derrière tout ça : on vend une guerre. Et pour vendre cette guerre, il faut marteler ce message selon lequel, quoi qu'il arrive, on est aux côtés des Ukrainiens, sans tenir compte d'aucune statistique.

C'est vraiment frappant que, euh, oui, c'est un élément, euh, un élément clé, vraiment central, je pense, de la propagande. Mais, euh, oui, je voulais passer à ce qui se passe en ce moment en Iran. C'est-à-dire que, comme je le disais au début, le Premier ministre pakistanais, Sharif, a déclaré qu'un accord serait signé dans les vingt-quatre prochaines heures. Comment est-ce que vous analysez la situation ? D'abord, quand j'ai entendu Trump dire que cet accord de paix arrivait, je me suis dit : oui, bon, j'ai déjà entendu ça une centaine de fois... mais là, c'est différent, non ? Enfin, ou bien est-ce que ce n'est qu'un protocole d'accord qui mènerait ensuite à un véritable accord de paix ? Vous pouvez nous expliquer un peu ce qui se passe ?

#Trita Parsi

Oui, alors je crois que ce n'est pas la centième fois. Je pense que c'est la trente-neuvième.

#Glenn

Ah, on y arrive. Exactement.

#Trita Parsi

Oui, je pense que c'est différent. Les conversations que j'ai eues avec des gens des deux côtés ont montré très clairement qu'il y a bien quelque chose sur la table. C'est maintenant à l'Iran de jouer. Et les retards, comme ceux des dernières semaines, viennent surtout de leur difficulté à obtenir l'adhésion complète de tout leur système. C'est un point très important à comprendre. Encore une fois, cela rend vraiment l'Iran très différent de beaucoup d'autres pays de la région. Le pouvoir y est réparti dans tout le système iranien. Et aujourd'hui, il y a un nouveau guide suprême, qui n'a pas encore totalement pris la mesure de son rôle, donc son autorité n'est pas encore pleinement établie.

Il souffre aussi de plusieurs problèmes physiques, à cause de l'attaque qu'il a subie. Donc, il se peut qu'il n'ait pas eu toutes ses capacités pour vraiment essayer d'affirmer son autorité. Son père, lui, a mis plusieurs années avant de s'imposer dans ce rôle. Mais il faut dire aussi que c'est l'une des décisions les plus importantes que l'Iran ait prises depuis une vingtaine d'années. Devoir faire ça dans ses toutes premières semaines, c'est évidemment très difficile. Et je pense que c'est en partie pour ça que la situation semble ce qu'elle est. Mais je veux rester prudent, parce qu'on entend beaucoup de choses différentes. Même si je pense avoir des sources plutôt fiables en Iran, il faut rester très vigilant, car on ne sait toujours pas exactement ce qui se passe.

Mais ce que j'entends, c'est qu'une partie du problème, c'est qu'il veut s'assurer qu'il y ait, dans leur système, un consensus aussi large que possible. Et ça, c'est extrêmement difficile à obtenir, parce qu'il y a des éléments très durs qui n'accepteront jamais aucun accord avec les États-Unis. Je pense qu'en ce moment, il y a un effort pour, au minimum, limiter leur influence. Est-ce que ça peut se faire en vingt-quatre heures ? On verra bien. Mais les signaux que j'ai reçus montrent clairement qu'au moins la majorité a déjà, en gros, donné son accord. Leur réponse ne devrait plus tarder.

Le fait que le ministre iranien des Affaires étrangères, Javad Zarif, et le Premier ministre pakistanais aient publié, à peu près au même moment, des tweets très similaires pour critiquer les spéculations des médias sur le contenu de l'accord, je trouve que c'est assez remarquable. Ils ont compris qu'il y avait, dans certains médias, une volonté d'exagérer les éléments de cet accord pour donner l'impression que le résultat final serait décevant, que les attentes n'auraient pas été satisfaites. Et les trois parties ont commencé à réagir contre cette tendance. Puis, on a eu cet événement très inhabituel, je dirais même sans précédent : Donald Trump a retweeté le ministre iranien des Affaires étrangères. Donc oui, je pense que nous sommes plus proches que jamais d'un accord. C'est d'ailleurs l'expression qu'a utilisée le ministre iranien. Mais en même temps, nous avons déjà été "plus proches que jamais" auparavant... et pourtant, rien ne s'est produit.

Donc, ça peut encore mal tourner. Et même si tout se passe bien, je pense qu'il faut être très, très clair. C'est un mémorandum, une étape intermédiaire vers un accord final. Et cet accord final sera en réalité plus difficile à obtenir que cette étape. D'ailleurs, cette étape s'est déjà révélée extrêmement compliquée à atteindre, et elle a pris bien plus de temps que prévu. Donc, on n'est toujours pas, sous aucune forme, dans une situation où l'on peut dire que la guerre va vraiment se terminer, ou qu'il y aura vraiment la paix. Et puis, bien sûr, il y a ces acteurs qui ont une capacité incroyable à tout faire dérailler. Ils n'ont même pas besoin d'agir directement contre l'Iran ou contre les États-Unis. Il leur suffit de relancer la guerre au Liban, et ça peut suffire à faire s'effondrer tout l'accord, ou même tout le processus diplomatique.

#Glenn

Eh bien, oui, les critiques diraient qu'un compromis est extrêmement difficile, vu à quel point les deux camps sont éloignés. Et puis, bien sûr, il y a aussi la présence de saboteurs, de tous les côtés. Aux États-Unis, par exemple, il y a les Lindsey Graham. En Israël, je ne prétends pas tout savoir, mais je suppose qu'une majorité aimerait voir cet accord annulé, et qu'ils ont les moyens de le faire. Mais comme vous l'avez dit, l'Iran aussi a ses faucons, qui se sentent sans doute renforcés par leurs récents succès et voudraient aller jusqu'à une victoire totale. Donc oui, je comprends qu'on puisse vouloir tempérer son enthousiasme ou son optimisme. Mais malgré tout, qu'est-ce qu'on sait vraiment du contenu de cet accord ?

Parce que j'ai encore entendu ces mises en garde sur la désinformation autour de ce qu'il y avait dans l'accord. Et même, certains disaient que les journalistes ne devraient pas trop spéculer là-dessus. Mais j'ai entendu dire que la première étape serait de libérer une partie des fonds saisis, les fonds iraniens qui ont été gelés. Je me suis dit que ça pouvait avoir pas mal de sens, parce que les Iraniens ne font pas confiance aux Américains. Mais si les États-Unis doivent libérer une partie de ces fonds, ça veut dire qu'ils s'engagent déjà dans le processus. Autrement dit, il serait moins logique de faire marche arrière. Je me suis dit, voilà, une bonne façon de lancer les choses. Mais encore une fois, est-ce qu'on sait vraiment ce qu'il y a dans cet accord ?

#Trita Parsi

On sait que c'est la position de l'Iran : ils veulent s'assurer d'obtenir l'adhésion des États-Unis. De leur point de vue, ils font une concession importante en rouvrant le détroit d'Ormuz, qui est un levier majeur, sans doute même leur principal levier aujourd'hui. C'est un atout bien plus fort que leur stock d'uranium enrichi à soixante pour cent. Et de l'autre côté, les États-Unis ne renonceraient qu'au blocus, qui, d'ailleurs, a souvent été contre-productif pour eux aussi. Les Iraniens estiment donc que cet échange est déséquilibré, qu'il penche en faveur des États-Unis. C'est pourquoi ils considèrent qu'il devrait y avoir, dès le début de ce mémorandum, une libération partielle de leurs fonds gelés. Ce serait une façon d'équilibrer les choses, mais aussi de montrer concrètement l'engagement des États-Unis dans ce processus.

Ils demandent douze milliards de dollars tout de suite, puis encore douze milliards à la fin du protocole d'accord. Sur ces douze milliards, six devaient déjà être débloqués par l'administration Biden, qui avait conclu un accord avec les Iraniens en septembre, ou plutôt en août deux mille vingt-deux. C'était dans le cadre de l'échange de prisonniers. En fait, c'était bien en septembre deux mille vingt-deux, dans le cadre de cet échange. Mais cet échange, ou plutôt le déblocage des fonds, n'a finalement jamais eu lieu, parce que les manifestations de Mahsa Amini ont éclaté en Iran. L'administration Biden a alors décidé de revenir sur cet accord, alors même qu'elle avait déjà obtenu la libération de plusieurs Américains détenus dans les prisons iraniennes.

Les Iraniens estiment que ces premiers six milliards de dollars ont déjà été promis, donc ils ne comptent pas renégocier là-dessus. Maintenant, il y a eu des tentatives, de la part d'autres, pour dire : attendez, laissez-moi aussi expliquer pourquoi les États-Unis ont été très critiques à ce sujet. Du côté américain, on ne veut pas aller dans cette direction, parce qu'on ne veut pas être comparé à l'administration Obama. Ils ne veulent pas donner l'impression d'avoir concédé quelque chose dès le début du processus. Et comme les Républicains avaient vivement critiqué Obama à l'époque pour avoir libéré une partie des fonds — même si, en réalité, ce n'étaient pas ces fonds-là, mais un règlement judiciaire entre les États-Unis et l'Iran — eh bien, pour éviter toute comparaison, ils ont refusé cette option.

D'autres ont proposé des idées qui reviendraient, en gros, à ce que ces fonds ne soient pas débloqués, mais qu'un autre pays fournisse à l'Iran une somme équivalente dès le début du processus. Ensuite, plus tard, ils feraient les comptes, ils régulariseraient la situation. Mais au minimum, cela permet aux Iraniens de dire : « Nous avons reçu les fonds », et aux États-Unis de dire : « Nous n'avons jamais libéré ces fonds. Ce n'étaient pas ceux-là. » Au départ, les Iraniens étaient très opposés à cette idée, justement pour la raison que vous avez évoquée. Ils voulaient voir un engagement clair de la part des États-Unis. Et si ce n'est pas Washington qui débloque directement les fonds, pour eux, ce n'est pas un engagement suffisant.

Il me semble pourtant, en écoutant ce que certains Iraniens disent depuis quarante-huit heures, qu'ils ont en gros accepté qu'il n'y aurait pas de libération officielle des fonds. Ce serait plutôt une sorte

d'arrangement comptable différent, qui leur garantirait de recevoir l'argent, mais sans que ce soit directement les États-Unis qui le débloquent. Parce qu'au fond, l'argent reste de l'argent, et c'est sans doute plus simple de procéder ainsi. On dirait que c'est la position à laquelle ils en sont arrivés, et c'est en partie pour ça que cette question est sur le point d'être réglée. C'était l'un des principaux points de blocage.

Il y a aussi d'autres questions autour du détroit d'Ormuz, et je ne vois pas très bien comment ils comptent régler ça exactement. Mais on retrouve le même problème : le texte peut être rédigé de façon assez vague pour que chaque camp l'interprète à sa manière et le présente à son opinion publique comme il l'entend. Cette ambiguïté permet plusieurs lectures possibles. Ce n'est pas rare dans ce genre d'accords, mais c'est très problématique si cette déclaration d'intention en contient trop. On risque d'obtenir un document plein de trous, un peu comme le cessez-le-feu, qui a fini par ressembler à un véritable gruyère.

#Glenn

Oui. Mais je pense que cette ambiguïté est une bonne chose, parce que sinon, il n'y aurait tout simplement pas d'accord possible. Ils doivent vraiment tenir Trump à l'écart des médias, parce qu'à chaque fois qu'il parle, il répète qu'on ne donnera pas un dollar aux Iraniens, qu'ils vont tout abandonner grâce à la paix par la force. Du coup, il s'est un peu enfermé, sur le plan rhétorique, dans cette posture d'homme fort. Donc, s'il doit faire la moindre concession, surtout une, comme tu l'as dit, comparable à ce qu'Obama a pu faire, eh bien, il va rendre la chose presque impossible.

J'avais juste une question à propos de l'ouverture du détroit d'Ormuz. J'ai entendu, du côté iranien, qu'en fait, ils n'avaient jamais fermé le détroit d'Ormuz. Ils disent simplement qu'ils gèrent le trafic, qu'ils perçoivent quelques droits de passage. Et ils affirment aussi que le détroit d'Ormuz n'est pas une zone internationale, mais qu'il appartient à l'Iran et à Oman. En d'autres termes, ce sont leurs eaux, et ils disent qu'ils vont les garder ouvertes, mais pas dans le même cadre qu'avant. Alors, quand les Iraniens disent qu'ils acceptent d'ouvrir le détroit d'Ormuz, qu'est-ce que ça veut dire concrètement ? Pouvez-vous faire quelques distinctions à ce sujet ?

#Trita Parsi

Oui, ici, il s'agit de l'ambiguïté du mot « ouvert ». Les Iraniens peuvent dire que c'est ouvert, parce qu'ils ne l'ont pas fermé : ils se contentent de faire payer des frais ou des péages. Je pense qu'ils se sont éloignés du terme « péage », parce qu'il est très difficile de justifier un péage en droit international. Bien sûr, il y a un désaccord sur la question de savoir s'il s'agit d'eaux internationales, ou bien des eaux de l'Iran et d'Oman. Les Omanais, eux, n'ont jamais signé le traité qui encadre ce genre de questions. Les États-Unis non plus, d'ailleurs : la Convention des Nations unies sur le droit de la mer, l'UNCLOS. Exactement, l'UNCLOS. C'est donc assez intéressant de voir les États-Unis s'y

référer, tout en sachant qu'ils ne l'ont pas ratifiée. Les États-Unis font la même chose en mer de Chine méridionale. Les Chinois, eux, l'ont signée ; les Américains, non. Mais malgré tout, Trump peut dire que c'est ouvert.

#Glenn

Les Iraniens peuvent dire que c'est ouvert.

#Trita Parsi

Ça, en soi, ne dit pas clairement s'il y a une structure administrative qui est mise en place ou non. On ne sait pas non plus qui la contrôle. Donc parfois, comme vous l'avez dit, cette ambiguïté est absolument nécessaire, pour que les deux camps puissent affirmer que, finalement, c'est ouvert. Et Trump peut très bien sortir et dire : « Non, j'ai rouvert le détroit d'Ormuz », sans entrer dans les détails sur qui le contrôle, s'il y a des droits de passage, et ainsi de suite. Je ne pense pas du tout que les Iraniens vont renoncer complètement au détroit d'Ormuz. À mon avis, ils ont été très clairs : ils feront en sorte que ce qui viendra après soit différent de la situation qui existait auparavant.

Mais ça ne veut pas forcément dire qu'il n'y a qu'un seul type de scénario alternatif dans le détroit. Il peut encore y en avoir plusieurs. Par exemple, un scénario où le détroit, ainsi que les frais administratifs et environnementaux, seraient gérés et perçus par l'ensemble des pays du CCG, ou par un plus grand nombre d'entre eux, plutôt que seulement par l'Iran et Oman. Il y a différentes manières de faire ça. Je ne sais pas si c'est ce qui a été réglé dans le protocole d'accord, ou si cela sera laissé pour l'accord à venir. Et peut-être qu'à ce stade, ils se sont simplement mis d'accord sur le fait que le détroit reste ouvert, pour garantir que le trafic puisse circuler.

#Glenn

Je sais que les Iraniens semblaient vouloir une approche plus collective sur ce sujet, c'est pour ça, je pense, qu'ils travaillaient sur quelque chose avec Oman, pour agir ensemble. Mais Trump a, en gros, contré cette idée en menaçant de faire exploser Oman. Encore une fois, ce n'est pas le langage le plus diplomatique, mais il a bien dit qu'il ferait sauter Oman s'ils allaient dans cette direction. Donc oui, c'est intéressant de voir comment tout ça va évoluer. Mais il y a d'autres points dont je voulais te parler, notamment le changement dans la région en ce moment. Parce que j'ai remarqué quelque chose que tu avais aussi commenté : c'est le développement tout à fait extraordinaire du fait que l'Iran a attaqué Israël — sans qu'Israël ait d'abord frappé l'Iran. En gros, c'est une réponse aux bombardements israéliens sur le Liban, non ? Alors, qu'est-ce que ça veut dire pour la sécurité régionale ? On peut dire que le Liban se retrouve maintenant sous une forme de dissuasion élargie de l'Iran. Et du coup, comment ça change l'équilibre dans toute la région ? Oui.

#Trita Parsi

Alors, voilà ce que je pense que les Iraniens essaient de mettre en place : une dissuasion élargie. C'est ce que les Israéliens appellent la « nouvelle équation ». Et on ne sait pas encore si ça a vraiment fonctionné ou non. Ce qui est clair, en revanche, c'est qu'ils ont essayé. Et c'est déjà une situation très inhabituelle, parce que l'Iran attaque directement Israël. Je ne veux pas minimiser les attaques des Houthis contre Israël, mais ce n'est pas du tout la même chose. Eux, ils tirent un ou deux missiles. Les Iraniens, eux, peuvent en lancer deux à trois cents, en plus de drones et d'autres moyens, et là, ils peuvent vraiment infliger des dégâts importants aux Israéliens. C'est la première fois depuis très longtemps qu'une puissance régionale est prête à appuyer ses avertissements à Israël, face à un pays tiers, par une véritable force militaire. Ça, on ne l'avait pas vu depuis des années.

C'est en partie pour ça que les Israéliens ont pu continuer à étendre les colonies, à annexer des territoires, à agir avec une liberté totale, sans aucune limite, dans la région. Ce dont on parle ici, ce serait une contrainte à cette liberté de manœuvre. Et ça, pour les Israéliens, c'est totalement inacceptable. Du coup, on voit bien qu'ils vont tout faire pour empêcher que cette nouvelle équation s'installe. Il faut bien comprendre qu'un seul échange de tirs ne suffit pas à établir cette équation. C'est seulement un pas possible dans cette direction. On ne sait pas encore si elle est vraiment en place ou non. Ce qu'on sait, c'est que les Israéliens ont frappé Beyrouth, malgré les avertissements des États-Unis et de l'Iran. Les Iraniens ont ensuite frappé Israël, assez durement. Les Israéliens ont répliqué contre l'Iran. Puis les Iraniens ont de nouveau frappé Israël. Et cette fois, les Israéliens n'ont pas répondu, probablement à cause de la pression américaine.

Mais au lieu de ça, ils ont frappé le sud du Liban, pas Beyrouth. Et comme on n'a pas vu de frappes israéliennes contre Beyrouth, en particulier pas contre le quartier du sud de la ville, même ça ne suffit pas pour dire qu'il y a une nouvelle équation. Et même si une nouvelle équation était établie, ça ne voudrait pas dire que les Israéliens ne le feraient jamais. Ça voudrait simplement dire que, s'ils envisagent de le faire, ils doivent maintenant prendre en compte qu'il y a un certain coût associé à cette action — un coût qui n'existait pas avant. Et ça peut les amener à y réfléchir à deux fois. Ça peut faire qu'ils ne le fassent pas, neuf fois sur dix. Et parfois, ils le font quand même. Mais encore une fois, on ne sait pas encore si cette équation a vraiment été établie ou non.

S'il y a un protocole d'accord, honnêtement, je trouve ça totalement improbable que les Iraniens le signent... enfin, je veux dire, je ne vois aucun scénario dans lequel ils accepteraient de le signer, à moins qu'un cessez-le-feu à l'échelle régionale en fasse partie. Et c'est en partie parce que, si les Israéliens ont la possibilité de relancer la guerre, à quoi bon ce protocole d'accord ? Parce que s'ils peuvent reprendre les combats au Liban, ça peut facilement déborder et toucher l'Iran. On a déjà vu ça se produire deux fois. Mais je pense aussi qu'il devient de plus en plus clair que les Iraniens ne reviendront pas à une forme de défense avancée, c'est-à-dire que le Liban fait partie de leur première ligne de défense contre Israël. C'est à la fois un moyen de dissuasion et une capacité de riposte. Et ça a effectivement joué ce rôle en deux mille six, puisque les Israéliens n'ont pas réussi à vaincre le Hezbollah.

Ils n'ont jamais réussi à étendre la guerre à l'Iran, ce qui était pourtant le plan à l'époque. Cette stratégie de défense avancée a subi un coup très dur avec la chute du régime d'Assad et les revers qu'a connus le Hezbollah. Mais aujourd'hui, on entend des responsables iraniens dire très clairement qu'ils ne comptent pas revenir à une dissuasion limitée à leur propre territoire. Leur dissuasion, désormais, se fera à l'extérieur de l'Iran. Et ça, je pense que c'est une référence évidente à leur intention de reconstruire leur défense avancée. Le premier, et le plus important élément de cette stratégie, c'est le Liban. Donc, je trouve extrêmement improbable qu'ils acceptent quoi que ce soit qui permettrait aux Israéliens de continuer à occuper le territoire libanais, au moins à moyen terme, ou qu'ils reprennent des attaques contre le Liban à court terme.

#Glenn

Ma dernière question, c'est la suivante : selon vous, quels sont les objectifs plus larges de l'Iran dans cette guerre ? Comme je l'ai dit, je sais qu'ils ne l'ont pas déclenchée, mais cela dit, ils ne sont pas satisfaits à l'idée que la guerre se termine simplement en revenant au statu quo d'avant. Donc, j' imagine que c'est important pour comprendre ce qu'on peut attendre des demandes iraniennes dans ce mémorandum d'entente. Autrement dit, quel est, selon vous, le but plus large de l'Iran ? On peut bien sûr imaginer un grand objectif idéal : que les États-Unis ferment toutes leurs bases militaires, rentrent chez eux, et que toutes les sanctions soient levées. On voit bien la direction, mais il y a toujours une différence entre ce qu'on veut et ce qu'on peut réellement obtenir. Alors, d'après vous, quelles sont les priorités de l'Iran dans cette guerre ?

#Trita Parsi

Je pense qu'en réalité, il y a beaucoup de ces éléments différents. Ils considèrent assez probable que l'un des résultats de cette guerre, peut-être pas à court terme, ce soit une réduction importante de la présence militaire américaine dans la région. L'une des conséquences, c'est que beaucoup de pays du CCG ne vont plus dépendre des bases américaines pour leur sécurité. Ils vont continuer à s'appuyer sur l'armement américain et sur toutes sortes d'accords, mais pas seulement avec les États-Unis, aussi avec beaucoup d'autres pays. Donc, du point de vue du CCG, la sécurité va commencer à se diversifier, au lieu d'être uniquement dans le panier américain. Tous ces éléments, je pense que les Iraniens les verront comme positifs. Et je pense aussi qu'on va assister, et qu'ils vont chercher à établir, un nouveau type de relation.

Pas forcément entre le CCG et l'Iran, parce que je ne suis pas vraiment sûr que le CCG soit encore une entité fonctionnelle, au sens réel du terme, à ce stade. Il s'agit plutôt de nouvelles relations entre l'Iran et certains États clés situés sur la rive sud du Golfe persique. Certains d'entre eux vont adopter une approche beaucoup plus étroitement liée à l'Iran. Ça ne veut pas dire qu'ils ne sont pas en colère contre l'Iran, ni qu'ils ne le considèrent pas comme une menace ou un défi. Mais ils vont reconnaître ce que les Européens reconnaissaient autrefois, avant d'y renoncer : à savoir que l'interdépendance économique est un élément essentiel de la sécurité. Et que, par le passé, l'équilibre entre la politique de confinement de l'Iran et celle d'intégration avec l'Iran penchait beaucoup trop

du côté du confinement. Ce déséquilibre a conduit à cette guerre désastreuse, qui a révélé la vulnérabilité totale de ces États du CCG.

Et ils vont s'éloigner de cette approche. Donc, je pense que les Iraniens vont voir ça comme une voie vers leur réhabilitation politique, économique et sécuritaire dans la région, dans un contexte où les États-Unis ne seront plus en position de chercher en permanence à contenir l'Iran, et n'en auront peut-être même plus la volonté à cause de leur propre accord avec Téhéran. Et ça, ce sera une ouverture énorme pour l'Iran. Ça ne veut pas dire que tout ira bien. Ça ne veut pas dire non plus que tout se passera sans heurts, ou qu'il n'y aura pas d'autres types de problèmes — il y en aura, c'est certain. Mais, plus ou moins, je pense que de leur point de vue, ce sera la fin d'une ère de quarante-sept ans, pendant laquelle le principe directeur des États-Unis au Moyen-Orient était la politique de confinement et d'isolement de l'Iran. Et c'est, d'ailleurs, le cauchemar des Israéliens.

#Glenn

Eh bien, dans toute situation d'insécurité, dans la compétition en matière de sécurité, il faut toujours gérer le dilemme sécuritaire en trouvant un équilibre entre la dissuasion et l'apaisement. Autrement dit, il faut s'assurer de ne pas provoquer, tout en continuant à dissuader. Je pense que pendant la guerre froide, à cause de la concentration du pouvoir, cet équilibre a été rompu. On est allés jusqu'au bout. Il n'y avait plus besoin d'apaisement. On a poussé la dissuasion et le confinement à l'extrême, sans chercher à rassurer. Aujourd'hui, je crois qu'un réajustement est nécessaire. Et donc, oui, je pense que non seulement avec l'Iran, mais aussi à l'échelle mondiale, il va falloir s'adapter à la nouvelle répartition du pouvoir. En tout cas, merci beaucoup pour votre temps. Merci infiniment. J'ai vraiment apprécié cette discussion, vos analyses, et j'espère que vous ne serez pas expulsé. Mais si jamais ça arrive, on sera très heureux de vous accueillir à nouveau en Scandinavie. Merci encore.

#Trita Parsi

J'apprécie, merci.

#Trita Parsi

Merci beaucoup.